Avant le 12 mars 2020

Du 12 mars au 24 juin 2020

A compter du 24 juin 2020

Dépôt des demandes d'urbanisme

le délai d'instruction déjà commencé est bien entamé. Il y a suspension du délai. Celui reprendra à compter du 24 juin.

le délai d'instruction ne commence pas et la demande est entièrement reportée au 24 juin.

Redémarrage d'un droit de l'urbanisme non dérogatoire pour lequel, le délai d'instruction est de 1 mois pour les DP, 2 mois pour les PC maisons individuelles et les permis de démolir, 3 mois pour les autres permis de construire, les permis d'aménager.

EXEMPLE

DP est déposée le 10 mars 2020. 2 jours d'instruction sont déjà consommés. La demande est suspendue et à partir du 24 juin, le délai restant sera de 1 mois moins 2 jours, soit jusqu'au 22 juillet 2020.

DP est déposée le 20 mars 2020 ou au 4 avril 2020. La demande est suspendue et à partir du 24 juin, le délai restant sera de 1 mois, soit jusqu'au 25 juillet 2020

En cas de demande incomplète

un courrier d'incomplet qui a été formulé avant le 12 mars fait partir un délai de 3 mois pour que le demandeur complète son dossier. Ce délai est alors suspendu pendant la période dérogatoire et reprendra à partir du 24 juin

un courrier d'incomplet qui a été formulé à compter du 12 mars ne fait pas partir un délai de 3 mois pour que le demandeur complète son dossier. Ce délai est reporté pendant la période dérogatoire et le délai de 3 mois pour répondre ne commencera qu'à partir du 24 juin

A partir du 24 juin, le demandeur disposera jusqu'au 26 septembre 2020 soit le délai de 3 mois pour répondre prévu par le code de l'urbanisme. Sinon un rejet tacite de sa demandeur naîtra.

EXEMPLE

courrier reçu par le demandeur le 5 mars 2020. Au 12 mars, 6 jours ont été consommés. A partir du 25 juin, le demandeur disposera jusqu'au 20 août 2020 pour répondre. Sinon un rejet tacite de sa demandeur naîtra.

courrier reçu par le demandeur le 15 avril 2020. Le délai ne part pas et est reporté. A partir du 24 juin, le demandeur disposera jusqu'au 26 septembre 2020 pour répondre. Sinon un rejet tacite de sa demandeur naîtra.

En cas de consultations obligatoires

un courrier de consultation obligatoire est reçu avant le 12 mars fait partir un délai de consultation qui est suspendu. Ce délai repart à compter du 24 juin.

un courrier de consultation obligatoire est reçu à compter du 12 mars ne part pas. Le délai d'un mois, deux mois... commence à compter du 25 juin.

EXEMPLE

une consultation de l'architecte des bâtiments de France a été reçue à l'UDAP le 6 mars 2020. L'UDAP disposait d'un délai d'un mois pour répondre avant la naissance d'une décision tacite soit le 6 avril. L'absence de réponse de l'UDAP au 6 avril, ne vaut pas accord tacite de l'ABF, puisqu'il dispose jusqu'au 19 juillet pour répondre (24 juillet moins 6 jours déjà consommés)

une consultation de l'architecte des bâtiments de France a été reçue à l'UDAP le 12 mars 2020. L'UDAP disposera d'un délai d'un mois pour répondre avant la naissance d'une décision tacite à partir du 24 juin, donc jusqu'au 24 juillet.

A partir du 24 juin, le service consulté disposera du délai légal prévu au code de l'urbanisme (R. 423-24) pour répondre, soit le plus fréquemment 1 mois.

instruction

Elle est toujours possible pour les dossiers déposés mais il conviendra de disposer de tous les éléments nécessaires pour proposer une décision, sans ses éléments, un risque juridique naît (absence d'incomplet, de retour sur les consultations obligatoires...)

Elle est toujours possible pour les dossiers mais il conviendra de disposer des dossiers et de tous les éléments nécessaires pour proposer une décision, sans ses éléments, un risque juridique naît (absence d'incomplet, de retour sur les consultations obligatoires...)

A partir du 24 juin, l'instruction doit se faire normalement.

<p>EXEMPLE</p>	<p>un dossier avec l'ensemble des éléments peut être instruits et une proposition expresse formulée. La pratique des refus conservatoires en l'absence d'éléments ne peut pas être pratiquée.</p>	<p>un dossier avec l'ensemble des éléments peut être instruits et une proposition expresse formulée. La pratique des refus conservatoires en l'absence d'éléments ne peut pas être pratiquée.</p>	
<p>Actes tacites ou exprès</p> <p>EXEMPLE</p>	<p>Validité des autorisations délivrées (transmises et notifiées) n'est pas remise en cause du fait de l'ouverture de la période dérogatoire</p> <p>DP expresse ou tacite délivrée le 11 mars est valable.</p>	<p>Aucune décision tacite n'est valable. En revanche, les autorisations expresses sont juridiquement valables.</p> <p>pas de DP tacite le 12 mars</p>	<p>Redémarrage d'un droit de l'urbanisme non dérogatoire pour lequel, le silence vaut acceptation</p> <p>DP tacite ne sera délivrée valablement que le 24 juillet.</p>
<p>contrôle de l'achèvement des travaux</p> <p>EXEMPLE</p>	<p>En cas de DAACT déposée, le délai pour contrôler est déjà commencé . Il y a suspension du délai. Celui reprendra à compter du 24 juin.</p> <p>La DAACT est déposée le 10 mars 2020. 2 jours sont déjà consommés. Le délai est suspendu et à partir du 25 juin, le délai restant sera de 3 mois moins 2 jours, soit jusqu'au 23 septembre 2020.</p>	<p>Aucune décision tacite n'est valable. En revanche, les autorisations expresses sont juridiquement valables.</p> <p>La DAACT est déposée le 12 mars 2020. Le délai est reporté. A partir du 25 juin, le délai de 3 mois pour contrôler commencer , soit jusqu'au 25 septembre 2020.</p>	<p>A partir du 24 juin, l'administration disposera du délai légal prévu au code de l'urbanisme pour contrôler les constructions soit 3 mois ou 5 mois en cas de récolement obligatoire.</p>
<p>Recours</p> <p>EXEMPLE</p>	<p>le délai de recours est entamé et suspendu. Il reprendra à partir du 24 juin.</p> <p>le délai de recours a commencé après affichage sur le terrain le 10 mars, il est suspendu jusqu'au 24 août 2020</p>	<p>le délai de recours est reporté. Il commencera à partir du 24 juin.</p> <p>le délai de recours n'a pas commencé. Il début le 24 juin et sa purge intervient le 25 août 2020</p>	<p>le délai de recours commence à la dernière formalité soit généralement l'affichage sur le terrain. Il est de deux mois.</p>